

A Mons, des jeunes aident d'autres jeunes à sortir du pétrin - 08/05/2017

18:52:00

Mons / Frameries / La Louvière / Binche -

Depuis juillet 2015, le CPAS de Mons bénéficie d'un financement européen pour aider les jeunes désœuvrés à se réinsérer socialement et professionnellement. Les étudiants en psychologie et sciences de l'éducation sont sollicités.



Connaissez-vous les « **neets** » ? Cet acronyme anglais désigne les jeunes âgés de 18 à 24 ans qui sont sans emploi, qui ne sont plus aux études et qui ne sont ni en formation, ni en recherche d'emploi.

Ces jeunes sont souvent en rupture familiale et sont soit isolés soit souvent mal entourés. Pour le dire crûment, ils sont complètement paumés.

Problème : les « **neets** » sont **de plus en plus nombreux**. Ils seraient 16% de la population des 18-24 ans en Europe et le pourcentage ne cesse d'augmenter. au CPAS de Mons, 979 jeunes de moins de 25 ans sont concernés. Ils constituent 33% des 2927 dossiers actuellement gérés par le CPAS.

Et aller rechercher ces jeunes en déshérence totale est un vrai défi. Pour ce faire, le CPAS de Mons a démarré le projet « **Action Jeunes** », grâce au Fonds social européen. Ce projet le réunit à l'Université de Mons et la Haute Ecole en Hainaut. Et ce sont leurs étudiants (en psychologie et sciences de l'éducation) qui sont chargés d'aller chercher les « **neets** » afin de les raccrocher du parcours d'insertion du CPAS.

Etablir le contact

Concrètement, comment ça se passe ? Ce sont tout d'abord des étudiants de l'UMons de la fac de psychologie et sciences de l'éducation qui montent en première ligne. « On nous amène une liste avec les noms de jeunes qui ne se sont pas présentés aux rendez-vous fixés au CPAS. Nous prenons contact avec eux, pour comprendre quel est le frein », explique Sébastien, étudiant à la faculté de psychologie.

« On essaie **de comprendre ce qui ne va pas**, de voir s'il y a des difficultés familiales, sociales... » Si le contact ne s'établit pas par téléphone, les étudiants se rendent au domicile de la personne concernée. « Y-a-t-il une boîte aux lettres, reçoit-elle les courriers ? Tout part de ce premier contact, on entame une relation de confiance avec le jeune et on essaye de le réinsérer aux différents ateliers d'insertion du CPAS ».

Une fois que le jeune en décrochage est remobilisé et réintègre le parcours d'insertion du CPAS, les étudiants bac 2 de la section « éducateur » de la HeH prennent le relais et les accompagnent dans leurs démarches, qui se traduisent par une orientation vers les organismes de formation, une recherche de solution de garde pour les enfants, une recherche active d'emploi... Les étudiants sont encadrés par deux assistantes sociales du CPAS.

Les jeunes parlent aux jeunes

Ce suivi particulier réalisé par des étudiants semble porter ses fruits : « Nous sommes passés à un taux de présence de 40% à 70% (aux rendez-vous fixés par le CPAS) », se félicite le président du CPAS Marc Barvais. Avant de lancer cette nouvelle forme d'encadrement en septembre, le CPAS et ses partenaires étaient partis sur une autre méthodologie axée sur des travaux de groupe. Une méthode qui « n'a pas donné les résultats escomptés », explique Charles Glineur, professeur à l'UMons.

Pourquoi cette nouvelle méthode de binôme étudiant/stagiaire CPAS marche-t-elle ? D'une part, « le travail individualisé permet de mettre à jour des problématiques dont les institutions ne sont pas nécessairement au courant », estime Charles Glineur. D'autre part, l'âge entraîne une certaine proximité. « L'âge des étudiants et des jeunes visés est quasiment identique donc cela peut favoriser la relation », pense Sébastien.

Une relation à laquelle il est important de fixer des **balises**, afin de ne pas être dépassé ou sursollicité. « Il y a un cadre déontologique. Par exemple, on ne devient pas ami sur Facebook, on ne va pas boire un verre. Il faut poser des balises afin de garder une certaine distance », souligne Marie-Claire Dieu, qui supervise la section « Educateur » de la Haute Ecole en Hainaut. Histoire de ne pas prendre les échecs, inévitables, trop à coeur.

Du côté des étudiants, le projet semble séduire, à l'instar de Marine, qui y a pris part l'an dernier. « C'était une bonne expérience, cela m'a permis de passer de la théorie à la pratique. Ça a mis du temps à se mettre en place, mais j'en garde un avis positif »

D'autres CPAS concernés

Il n'y a pas que le CPAS de Mons qui est confronté à l'arrivée sans cesse croissante dans ses services sociaux de jeunes sans emploi, sans formation, sans projet... Les CPAS de La Louvière, Frameries et Binche connaissent la même chose. Eux aussi ont reçu des moyens du Fonds Social Européen pour s'attaquer à la problématique des neets, mais pas à la même hauteur.

A La Louvière, un éducateur de rue a été engagé uniquement pour travailler sur ce public, avec un certain succès dans un premier temps, mais un groupe de jeunes lui échappe

toujours nous dit-on. A Frameries, on travaille surtout sur base d'entretiens individuels, tandis qu'à Binche il n'y a qu'une personne dédiée au projet. Les étudiants de l'UMons ont participé en renfort à quelques tentatives d'accroche de « neets » sur le territoire binchois.

Enfin, les « neets » sont également pris en charge par le Forem sur le territoire Mons-Centre, mais cette fois en collaboration avec les syndicats CSC et FGTB. Ce qui peut permettre un suivi une fois qu'une personne est prête à quitter l'encadrement CPAS pour se diriger vers le Forem.

En chiffres

50. Le nombre d'étudiants impliqués dans le projet. 40 en Bac 2 de la section « Educateur de la Haute Ecole en Hainaut et 10 en 2e master de psycho et science de l'éducation de l'UMons. Les heures prestées pour ce projet le sont dans le cadre d'un module pratique de formation à l'écoute et relation d'aide pour les étudiants de la HeH et dans le cadre d'un stage pour ceux de l'UMons.

282. Le nombre de jeunes suivis depuis juillet 2015 dans le cadre du projet « Action Jeunes ». De juillet 2015 à décembre 2015, ils étaient 63, 119 en 2016 et 100 de janvier à avril 2017. Actuellement, ils sont 24 à être employés sous article 60/61 et 15 sont en formation.

20%. Le taux de chômage des moins de 25 ans en Belgique, soit globalement trois fois plus que celui des plus de 25 ans. Une situation particulièrement marquée en Wallonie.

819 280 €. Le financement octroyé par le Fonds social européen pour le projet Action Jeunes. Celui-ci est étalé jusqu'en 2018. Et après? Tout dépendra d'un éventuel nouvel appel à projets européen et de son cahier des charges.

Ugo PETROPOULOS